

Climatique : bon début 2012 pour les grossistes

En génie climatique, les ventes des grossistes chauffage/sanitaire sont reparties depuis le début de l'année, mais le dernier trimestre 2012 risque d'être "compliqué". C'est ce qu'a estimé, la semaine dernière, Patrice Guiraud (Algorel), qui vient d'être élu président de la fédération Fnas de ces grossistes.

M. Guiraud veut atteindre quelque 200 points de vente de grossistes disposant de la certification "EnR Service Pro", lancée au début de l'an passé et qui, à ce jour, a été attribuée - ou est en cours d'attribution - à 62 établissements, tandis qu'une centaine d'autres "s'apprêtent à s'engager dans la démarche à leur tour", a-t-il dit. On observe à la Fnas que "certaines enseignes du négoce ont pris un peu d'avance" dans cette démarche, et l'on aimerait que d'autres suivent rapidement leur exemple. La fédération aimerait parvenir à un tissu de points de vente certifiés qui couvrirait de façon homogène l'ensemble des régions et grandes agglomérations françaises dans les douze à dix-huit mois. La Fnas - a dit son président - mène actuellement une réflexion de fond pour que cette certification devienne une référence incontournable dans les relations partenariales de la profession avec les fournisseurs d'énergie.

Une autre réflexion est en cours - a poursuivi M. Guiraud - pour voir de quelle manière les points de vente du négoce, et notamment ceux qui sont certifiés, pourraient relayer le concept DolceVita de GDF Suez. GDF Suez considère les points de vente des grossistes, et notamment ceux qui sont certifiés, comme des "points d'appui" pour DolceVita, ainsi que comme des "lieux d'échange" avec les installateurs "DolceVita", a expliqué Jean-Pascal Chirat (DSC), le nouveau responsable de la thermique au sein de la Fnas.

Achats des grossistes en 2011 : - 3,5% en chauffage, + 7% en plomberie

En équipements de chauffage, les achats des grossistes chauffage/sanitaire ont diminué de 3,5% en 2011, à 1,73 milliard d'euros, selon une étude Fnas/I+C publiée la semaine dernière. Ils avaient reculé de 6% en 2010 et de 7% en 2009. Sur les trois dernières années, les achats ont régressé de plus de 20% en chaudières sol, en robinetterie et régulation, en brûleurs en caisse et en accumulateurs gaz. En chaleur renouvelable, la baisse atteint même 55%. L'année dernière, les achats ont diminué de : 23% en accumulateurs gaz (à 25,95 millions d'euros), 22% en brûleurs gaz/fioul en caisse (17,3 millions), 21% en EnR (129,75 millions), 15,5% en robinetterie et régulation de chauffage (95,15 millions), 13% en chaudières gaz/fioul au sol (216,25 millions), 6% en accessoires de chauffage (pièces détachées, vases d'expansion etc.)(51,9 millions), 5% en radiateurs aluminium (8,65 millions), 4% en chaudières murales gaz (294,1 millions).

Toujours en 2011, les achats ont stagné en radiateurs acier (à 77,85 millions), tandis qu'ils progressaient de : 14% en plancher chauffant (PER+dalles+fixations)(à 103,8 millions), 10,5% en ventilation (43,25 millions), 6,5% en fumisterie (69,2 millions), 6,5% en cuves à fioul et assainissement (8,65 millions), 6% en climatisation (112,45 millions), 5,5% en pompes et circulateurs (121,1 millions), 5% en chauffe-eau électriques (y compris groupes de sécurité) (233,55 millions), 5% en chauffe-eau et chauffe-bains gaz (43,25 millions), 4,5% en radiateurs décoratifs (77,85 millions).

En plomberie, les achats ont augmenté de 7% l'an passé, à 750 millions d'euros. Ils ont progressé de : 18% en tubes cuivre, 19% en tubes et raccords multicouches (à 37,5 millions d'euros), 7% en tubes et raccords en PER (à 33,8 millions), 3% en robinetterie eau (compteurs, flexibles, etc), à 90 millions. Les achats sont restés stables en raccords cuivre (à 56 millions), ainsi qu'en tubes et raccords plastiques (hors PER et multicouches), à 52,5 millions.

- 15% pour les projets d'embauches de plombiers-chauffagistes en 2012

En 2012, les employeurs français ont l'intention de recruter précisément 6 872 ouvriers qualifiés en chauffage et plomberie, selon une enquête réalisée fin 2011 pour Pôle Emploi et publiée la semaine dernière. Lors de l'enquête précédente, un an plus tôt, le nombre de projets de recrutements était de 8 130, soit un recul de plus de 15% sur douze mois. Voici la répartition par région de ces 6 872 projets d'embauches : Ile-de-France 1 900, Rhône-Alpes 706, Provence-Alpes-Côte d'Azur 681, Aquitaine 410, Centre 360, Pays de la Loire 358, Nord-Pas-de-Calais 313, Midi-Pyrénées 292, Bretagne 268, Alsace 194, Haute-Normandie 192, Languedoc-Roussillon 180, Poitou-Charentes 159, Basse-Normandie 130, Lorraine 128, Picardie 118, Champagne-Ardenne 85, Franche-Comté 82, Bourgogne 71, Corse 48, Limousin 44, Auvergne 16. Dans les projets d'embauches de 2012, la part de projets, qui, selon les employeurs, s'annoncent difficiles à effectuer, s'établit à 62,2%. Ce pourcentage monte à 84,8% en Franche-Comté et à 85% en Picardie. Quant à la part de saisonniers dans les recrutements envisagés pour 2012, elle est de 6,1% en moyenne nationale, avec toutefois 16,5% en Bourgogne et 16,9% en Corse.